

# Avant la (vraie) bataille : le nouveau paysage idéologique

**Gilles Finchelstein\***

\* *Directeur général  
de la Fondation Jean-Jaurès*

Chaque campagne électorale se déroule dans un fond de décor idéologique spécifique que, bien souvent, une étude permet de dévoiler. En 1995, c'était *La nouvelle France* d'Emmanuel Todd<sup>1</sup>. En 2007, c'était *Le descenseur social* de Philippe Guibert et Alain Mergier<sup>2</sup>. Aujourd'hui, l'étude de la Fondation Jean-Jaurès permet de mieux appréhender les invariants et les évolutions de notre société. Voici sept réponses à des questions simples mais décisives sur les différents clivages qui la traversent<sup>3</sup>.

## CLIVAGES

### *Gauche/droite : le clivage structurant*

Le clivage entre la droite et la gauche caractérise la vie politique de toutes les grandes démocraties et tout particulièrement de la V<sup>ème</sup> République, avec l'affrontement de deux candidats au second tour de l'élection présidentielle. Il est régulièrement jugé démonétisé ; il reste pourtant structurant... mais plus complexe qu'autrefois.

D'un côté, les Français ne sont plus croyants. 58 % d'entre eux estiment le clivage « dépassé » – 35 % seulement sont d'un avis contraire. Il n'y a certes là rien de

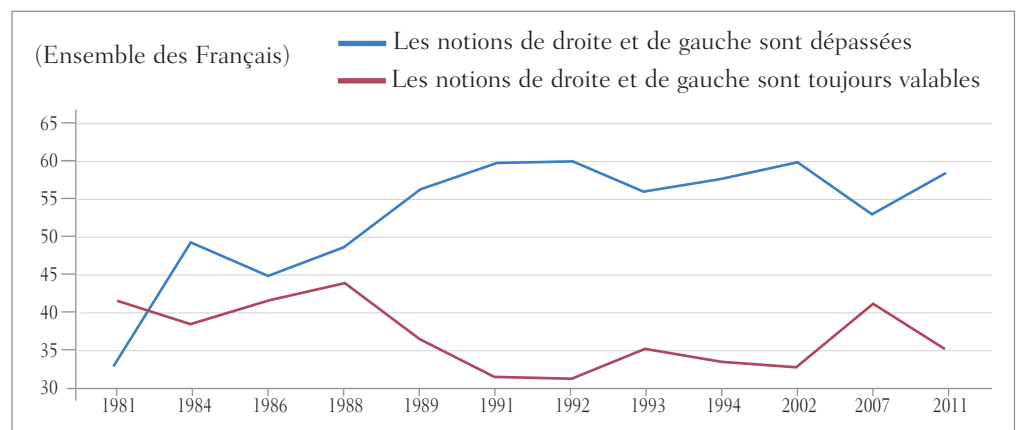
1. Emmanuel Todd, *Aux origines du malaise politique français*, note de la Fondation Saint-Simon, 1995.

2. Philippe Guibert et Alain Mergier, *Le descenseur social*, Plon/Fondation Jean-Jaurès, 2006.

3. L'étude a été réalisée par Ipsos les 16 et 17 août 2011 auprès d'un échantillon de 960 personnes représentatif de la population française. Ses résultats complets sont disponibles sur le site : [www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

Avant  
la (vraie) bataille :  
le nouveau paysage  
idéologique

fondamentalement nouveau depuis le tournant de la rigueur en 1983 et, surtout, depuis la chute du mur de Berlin en 1989 (cf. courbe ci-dessous). Mais, que l'on soit centriste ou frontiste, sarkozyste ou écologiste, cette conviction est aujourd'hui majoritairement partagée. Il n'y a en réalité qu'une exception : les sympathisants socialistes sont les derniers à considérer majoritairement que le clivage gauche/droite reste pertinent – en 2007, les sympathisants UMP partageaient aussi cette conviction.



Source : TNS Sofres (2011 : Ipsos)

D'un autre côté, pourtant, les Français sont encore pratiquants. Ils sont 74 % à accepter de se positionner à droite ou à gauche – comme si c'était moins l'existence que la lisibilité du clivage qui faisait problème. Surtout, lorsqu'on les interroge non plus sur la représentation qu'ils se font du clivage gauche/droite mais sur le jugement qu'ils portent sur la société, on constate qu'il existe bien une sensibilité de gauche et une sensibilité de droite – deux sensibilités qui se cristallisent autour de l'égalité, cette valeur que le philosophe italien Norberto Bobbio appelait « l'étoile polaire de gauche ». Quels sont les principaux problèmes que rencontre notre pays – au-delà de ces préoccupations communes que constituent le chômage et le pouvoir d'achat ? 43 % des sympathisants socialistes contre 20 % des sympathisants UMP répondent les inégalités sociales ; pour l'insécurité, les chiffres sont inversés – 19 % et 34 %. Quel est le jugement que l'on porte sur le fonctionnement de la société (cf. tableau 1) ? Négatif à gauche, en ce que, à 62 %, il aggrave les inégalités liées au milieu d'origine. Positif à droite, en ce que, à 63 %, il permet de les corriger ou, à tout le moins, de ne pas les aggraver. Quel serait un monde meilleur ? Un monde avec davantage de

Avant  
la (vraie) bataille :  
le nouveau paysage  
idéologique

« solidarité », répondent les sympathisants socialistes ; davantage de « morale », rétorquent les sympathisants UMP ! Faut-il « prendre de l'argent aux riches » pour résoudre les problèmes budgétaires ? Les sympathisants socialistes sont presque unanimes – 83 % – à répondre oui ; les sympathisants UMP se partagent en deux parts quasi égales...

TABLEAU 1

### La société telle qu'elle fonctionne actuellement...

	2009	2011	2011	
	Ensemble des Français		Sympathisants PS	Sympathisants UMP
Permet de corriger les inégalités liées au milieu social d'origine	9	8	5	15
Ne corrige pas les inégalités liées au milieu social d'origine mais ne les aggrave pas non plus	<b>53</b>	36	30	<b>47</b>
Aggrave les inégalités liées au milieu social d'origine	36	<b>51</b>	<b>62</b>	33

Source : Ipsos

Une dernière illustration. Depuis de nombreuses années, le mot « assistanat » porte une lourde charge négative – c'est ce que *Le descenseur social* avait déjà mis au jour en 2006. Partant de là, nous avons voulu mesurer comment l'opinion réagissait lorsqu'elle était confrontée au choix suivant : notre société souffre-t-elle davantage d'un manque de solidarité ou d'un excès d'assistanat ? Face à ce choix, peut-être contestable mais certainement révélateur, les Français semblent divisés en deux parts à peu près égales ; mais, et c'est le plus intéressant, le clivage gauche/droite prend une forme nette : pour 59 % des sympathisants socialistes, c'est la solidarité qui fait défaut ; pour 74 % des sympathisants UMP, c'est l'assistanat qui pose problème (cf. tableau 2).

Avant  
la (vraie) bataille :  
le nouveau paysage  
idéologique

TABLEAU 2  
**Assistanat / solidarité**

	Ensemble des Français	Sympathisants de gauche	Sympathisants de droite
On évolue vers trop d'assistanat	49	34	<b>69</b>
Il n'y a pas assez de solidarité envers les gens qui en ont besoin	46	<b>60</b>	29

Source : Ipsos

### *Ouvert/fermé : le clivage secondaire*

L'antinomie « ouvert/fermé », inventée par le politologue Pascal Perrineau dans le sillage des travaux de Ronald Inglehart<sup>4</sup>, est simple : l'attitude vis-à-vis de questions transversales, comme la mondialisation ou l'immigration, structurerait aussi la société française. Les « ouverts » seraient favorables à la mondialisation et ne considèreraient pas l'immigration comme un problème ; les « fermés » défendraient les positions inverses<sup>5</sup>.

L'analyse des résultats de notre enquête à l'aune de ce critère « ouvert/fermé » amène à trois conclusions.

Première conclusion : ce clivage est une réalité. Sur le changement ? Les « fermés » sont réactionnaires à 48 %, les « ouverts » réformistes à 41 %. Sur l'Union européenne ? Les « fermés » sont 56 % à considérer qu'elle aggrave les effets de la mondialisation, les « ouverts » ne sont que 17 %.

Deuxième conclusion, en forme de surprise : ce clivage se superpose partiellement au clivage gauche/droite. Un exemple ? Les mots très importants (*cf.* tableau 3) pour

4. Cf. Jean Chiche, Brigitte Le Roux, Pascal Perrineau, Henry Rouanet, « L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990 », *Revue française de science politique*, 50 (3), juin 2000, p. 463-487 ; Ronald Inglehart, *The Silent Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

5. Evidemment, seule une partie des Français – un peu moins de 50 % – rentre dans l'une de ces deux catégories « ouverts » ou « fermés », les autres ne répondant qu'à l'un des deux critères. Cela doit relativiser la suite de l'analyse même si ce chiffre n'est pas éloigné du total des sympathisants du Parti socialiste et de l'UMP.

Avant  
la (vraie) bataille :  
le nouveau paysage  
idéologique

les « fermés » sont l'ordre, la nation et le mérite et, pour les « ouverts », la tolérance, la solidarité et la laïcité. Un autre exemple ? Chez les « ouverts », on est aussi nombreux à considérer qu'il y a un excès de solidarité qu'un déficit de solidarité (47 % contre 47 %) ; chez les « fermés », l'assistantat est massivement rejeté (64 % contre 33 %)<sup>6</sup>. Ce sont donc peu ou prou les mêmes clivages que ceux que l'on a vu se dessiner s'agissant des sympathisants socialistes et UMP. Il est d'ailleurs frappant de constater que les « fermés » s'auto-positionnent largement à droite (51 % contre 17 %) quand les « ouverts » le font légèrement à gauche (42 % contre à 35 %)<sup>7</sup>.

TABLEAU 3  
Les mots « très importants »

	« Ouverts »	« Fermés »
Solidarité	<b>63</b>	49
Tolérance	<b>67</b>	45
Mérite	29	<b>46</b>
Laïcité	<b>46</b>	33
Nation	30	<b>55</b>
Ordre	35	<b>60</b>
Services publics	43	45

Source : Ipsos

Troisième conclusion, également surprenante : ce clivage est moins de nature sociologique qu'on ne le croit . L'idée reçue, c'est que les « bobos » seraient « ouverts » et que les « prolos » seraient « fermés ». La réalité est plus nuancée si l'on regarde la classe sociale à laquelle chacun se sent appartenir – ce que l'on appelle la « classe sociale subjective ». Ni les uns ni les autres ne se définissent en tant que « classe populaire » ou « défavorisée ». En revanche, il est vrai que les uns (les « ouverts »)

6. Il existe aussi des contre-exemples : ainsi, les « fermés » sont 74 % à partager l'opinion selon laquelle « en France, il y a de l'argent pour résoudre les problèmes qui se posent mais il faut le prendre aux riches » quand les « ouverts » ne sont que 62 % à penser ainsi.

7. Il faut toutefois souligner que ce penchant vers la droite des « fermés » s'explique en grande partie par le second critère retenu, c'est-à-dire ceux qui considèrent que l'immigration fait partie des principaux problèmes de la France. Si l'on s'en tient au premier critère, c'est-à-dire ceux qui redoutent les conséquences de la mondialisation (soit 62 % des Français), l'auto-positionnement se rapproche de celui de la moyenne des Français.

Avant  
la (vraie) bataille :  
le nouveau paysage  
idéologique

sont 41 % à se définir comme « classe moyenne supérieure » ou « favorisée » quand les autres (les « fermés ») sont 59 % à se définir comme « classe moyenne inférieure » (cf. tableau 4).

TABLEAU 4

### Classe sociale subjective

*A laquelle des catégories suivantes avez-vous le sentiment d'appartenir ?*

	Ensemble des Français	« Ouverts »	« Fermés »
Les privilégiés ou les gens aisés / La classe moyenne supérieure	28	<b>41</b>	22
La classe moyenne inférieure	51	42	<b>59</b>
La classe populaire / Les défavorisés	<b>20</b>	16	18

Source : Ipsos

## DÉFIS

### *Les ouvriers : une tentation frontiste ?*

Dans le nouveau paysage idéologique français, il existe une réelle singularité de ce que l'on appelle les « milieux populaires », ouvriers et employés. Ou, pour être plus précis encore, il existe, surtout chez les ouvriers, une tentation frontiste – c'est ce « point de rupture » récemment diagnostiqué par Alain Mergier et Jérôme Fourquet<sup>8</sup>. Quelle est leur analyse ? Pour les milieux populaires, le pouvoir politique a été confisqué – par les marchés financiers, par les contraintes européennes et par la dette. Dès lors, les différences entre la droite et la gauche importent peu, puisque droite et gauche sont soumises à ces mêmes contraintes. C'est le ressort de la tentation frontiste : le choix ne se fait plus entre la droite et la gauche mais entre ceux « qui rendent la sortie de l'impuissance politique possible » et les autres. Ainsi,

8. Jérôme Fourquet et Alain Mergier, *Le point de rupture. Enquête sur les ressorts du vote FN en milieux populaires*, Fondation Jean-Jaurès, septembre 2011.

Avant  
la (vraie) bataille :  
le nouveau paysage  
idéologique

ajoutent Alain Mergier et Jérôme Fourquet, les électeurs populaires n'ont pas perdu tout espoir dans la politique : au contraire, ils en attendent plus – ils souhaitent briser ce qu'ils considèrent être des diktats extérieurs.

Sur quoi repose la singularité des ouvriers par rapport au reste de la population ? En premier lieu, les ouvriers sont davantage nostalgiques du passé : une majorité relative d'entre eux – 42 % – fait partie de ceux qui veulent « revenir en arrière » sur certaines choses et que l'on appelait jadis les « réactionnaires »<sup>9</sup> (cf. tableau 5) – ils n'étaient que 21 % en 2007. En deuxième lieu, les ouvriers sont plus inquiets de l'avenir que les autres catégories socio-professionnelles : ils redoutent davantage l'inéluctabilité du « déclin » face à la montée des pays émergents ; ils sont plus nombreux à craindre les effets négatifs de la mondialisation : sur ces deux questions, il existe un écart de vingt points avec les cadres. En troisième lieu, et c'est peut-être une surprise, les ouvriers sont la catégorie qui s'auto-positionne le moins... à gauche sur l'échiquier politique – tel n'est en effet le cas que de 31 % des ouvriers contre 45 % des professions intermédiaires et 60 % des cadres.

TABLEAU 5  
**La société...**

	Ensemble des Français	Cadres	Ouvriers
<b>Réformistes</b> (il faut transformer la société radicalement / la réformer en profondeur)	41	61	28
<b>Conservateurs</b> (il faut aménager la société dans quelques aspects, mais sans toucher à l'essentiel / il faut la laisser dans son état actuel)	28	21	25
<b>Réactionnaires</b> (il faut revenir en arrière sur certaines choses)	29	14	42

Source : Ipsos

9. Jean-Claude Michéa, dans un essai qui vient de paraître, poursuit un débat nécessaire et qu'il avait déjà ouvert dans ses précédents essais, en dénonçant le fait que « s'il est une mauvaise pensée que l'homme de gauche doit s'interdire inconditionnellement de former (...), c'est bien que sur tel ou tel aspect de l'existence collective (...) les choses aient pu aller mieux avant ». Cf. Jean-Claude Michéa, *Le complexe d'Orphée. La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Climats, 2011.

Avant  
la (vraie) bataille :  
le nouveau paysage  
idéologique

Qu'en conclure ? Pour Bruno Jeambart et Olivier Ferrand<sup>10</sup>, la (re)conquête des milieux populaires est « compliquée à articuler » avec ce qu'ils appellent la « stratégie centrale » de la gauche qui doit être la conquête de « la France de demain » – les diplômés, les jeunes, les femmes et les minorités. Traitant ainsi un sujet éminemment symbolique avec des formules provocatrices, Bruno Jeambart et Olivier Ferrand ont déclenché une polémique et le procès en abandon des ouvriers a été instruit<sup>11</sup>... non sans raison ! Au-delà de la polémique, la gauche ne doit pourtant pas délaisser les milieux populaires. Pourquoi ? Il y a évidemment les raisons les moins nobles : les milieux populaires cumulent un poids démographique important – treize millions d'ouvriers et d'employés – et une mobilité électorale élevée – ils ont voté majoritairement François Mitterrand en 1988, Jacques Chirac en 1995 et se sont partagés entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy en 2007. Il s'agit donc d'un enjeu électoral majeur. Mais la gauche ne doit pas abandonner les milieux populaires aussi pour les raisons les plus nobles : si sa vocation est de lutter contre les injustices et les inégalités, elle ne peut se résoudre à négliger ceux qui en sont le plus victimes. Elle doit donc leur parler en ayant une claire conscience de l'extrême diversité des milieux populaires aujourd'hui. Il y a les employés, souvent des employées d'ailleurs, qui se distinguent sur bien des sujets des ouvriers en adoptant des positions plus à gauche. Il y a ensuite cette proportion loin d'être négligeable (31 %) des ouvriers qui continue de se positionner à gauche. Il y a enfin ceux qui s'en sont éloignés : il faut leur ouvrir des perspectives notamment économiques et sociales pour eux et pour leurs enfants.

### *Les séniors : une dérive conservatrice ?*

Il y a quinze millions d'électeurs de plus de soixante ans aujourd'hui en France – il n'y en avait que neuf millions lors de la victoire de François Mitterrand en 1981. Ces séniors ont eux-mêmes vieilli puisque, entre 1990 et 2010, le nombre des plus de soixante-quinze ans a progressé de près de deux millions. Globalement, ils participent davantage aux élections. Généralement, ils votent massivement à droite : c'est grâce aux plus de 60 % obtenus dans cet électorat que Nicolas Sarkozy a été élu en 2007 – même si, aux dernières élections régionales de 2010, l'UMP n'a recueilli que 35 % de leurs votes contre 50 % pour la gauche. La question pour 2012 est donc

10. Bruno Jeambart et Olivier Ferrand, *Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ?*, [www.tnova.fr](http://www.tnova.fr)

11. Ils y ont répondu dans le numéro de septembre 2011 de *La revue du projet*.



Avant  
la (vraie) bataille :  
le nouveau paysage  
idéologique

simple : puisque la « génération 68 » a soixante ans, est-il plus important d'être un ancien soixante-huitard ou un nouveau soixantenaire ?

La réponse illustre l'ampleur du défi que la gauche doit relever. Les séniors sont la seule strate démographique à s'auto-positionner majoritairement à droite : 45 %, soit dix points au-dessus de la moyenne nationale. Les séniors placent au cœur de leurs préoccupations des thèmes sur lesquels la crédibilité relative de la gauche est traditionnellement faible : les déficits publics, l'immigration et, surtout, l'insécurité<sup>12</sup>. Les séniors considèrent qu'un monde meilleur serait d'abord un monde avec plus de « morale »<sup>13</sup> quand les moins de trente-cinq ans attendent davantage de « solidarité » (cf. tableau 6). Bref, l'effet d'âge l'emporte sur l'effet de génération : les séniors sont bien à droite.

TABLEAU 6

	Ensemble des Français	Moins de 35 ans	Plus de 60 ans
Un monde meilleur serait un monde avec plus de solidarité	30	35	29
Un monde meilleur serait un monde avec plus de morale	19	12	<b>30</b>

Source : Ipsos

Il y a néanmoins des leviers sur lesquels la gauche peut jouer. L'attachement à la morale ? Le bilan de Nicolas Sarkozy peut difficilement susciter l'enthousiasme. La préoccupation des déficits publics ? Les positions de François Hollande ne peuvent guère les alarmer. L'inquiétude sur l'avenir ? Les séniors mesurent la différence de leur situation d'avec celle de leurs petits-enfants : près de 80 % des plus de soixante-cinq ans pensent vivre mieux que leurs parents ; ce chiffre n'est d'à peine que 50 % chez les moins de trente-cinq ans. La gauche peut et doit répondre à cette inquiétude. Elle doit pour cela déjouer le piège mortel de la guerre des générations. Elle doit préférer un discours *sur* la jeunesse à un discours *à* la jeunesse. Elle doit même aller au-delà et faire de l'articulation des différents âges de la vie une partie structurante de son projet.

12. De manière peut-être paradoxale, l'exposition des séniors à la violence est moins acceptée socialement mais statistiquement plus rare que celles des jeunes (en 2008, 4,7 % des 14-39 ans avaient été victimes de violences physiques au cours des deux années précédentes contre 0,5 % des plus de soixante ans).

13. Il faut cependant noter que les séniors tirent des conséquences moins radicales de l'infidélité conjugale que les jeunes : pour 60 % des séniors, « cela peut arriver », pour 60 % des jeunes, « c'est inacceptable, c'est la fin du couple ». Plus grande tolérance de mœurs ou plus longue expérience de la vie ?

Avant  
la (vraie) bataille :  
le nouveau paysage  
idéologique

## FRANCE

### *La France et son avenir*

Sur la France, deux idées sont largement répandues : notre pays serait irréductiblement conservateur – Thiers, déjà, louait « la République conservatrice » aux débuts de la III<sup>ème</sup> République – et inéluctablement sur le déclin – c’est *La France qui tombe* diagnostiquée par Nicolas Baverez<sup>14</sup>. Le paysage qui se dessine ici est beaucoup plus contrasté.

*La France n’est pas conservatrice* : ceux qui estiment que la société doit être laissée dans son état actuel ou aménagée à la marge ne sont que 28 %. Elle est réformatrice : un peu moins de la moitié des Français (43 %) considèrent qu’il faut changer la société – dont 30 % « en profondeur » et 13 % « radicalement ». Mais elle est aussi réactionnaire au sens étymologique du mot : un petit tiers (29 %) défend l’idée qu’il faudrait « revenir en arrière ». Sur ce sujet, s’il y a un clivage, ce n’est pas entre la droite et la gauche, mais entre les partis républicains et le Front national qui compte 44 % de réactionnaires. Et s’il y a une évolution notable, c’est la percée des réactionnaires qui n’étaient que 13 % en 2007.

*La France n’est pas non plus décliniste*. Qu’elle soit inquiète, pessimiste, défiante, nul ne peut l’ignorer. Mais, et c’est une autre surprise de cette enquête, les Français ne sont que 25 % à penser qu’un lent déclin soit inéluctable face à la montée des pays émergents (cf. tableau 7). Là aussi, le vrai clivage oppose les partis républicains et le Front national où se concentrent les « déclinistes ».

TABLEAU 7

	Ensemble des Français
Le déclin n’est pas inéluctable, on a des atouts pour s’en sortir y compris face aux pays émergents	71
Un lent déclin est inéluctable, on ne peut pas vraiment s’en sortir face à la concurrence des pays émergents	25

Source : Ipsos

14. Nicolas Baverez, *La France qui tombe*, Perrin, 2003.

Avant  
la (vraie) bataille :  
le nouveau paysage  
idéologique

## *La France et la crise*

La campagne présidentielle ne commence pas dans n'importe quel contexte. 1973, 2008, 2011, nous vivons une sorte de « crise au cube » dont les derniers épisodes ont eu pour effet de propulser les finances publiques au cœur du débat politique. La question qui se pose est de savoir comment, pour les Français, cette question s'articule avec les autres priorités et, une nouvelle fois, les résultats vont à l'encontre de bien des idées reçues.

Sur l'objectif de réduction du déficit et de la dette ? Il y a un large consensus puisqu'il n'y a que 15 % de Français pour considérer qu'on « exagère l'importance » du problème – c'est peu. Il existe en revanche un clivage sur la place de cette priorité : pour 57 % des sympathisants socialistes, c'est un « objectif important, mais parmi d'autres problèmes » ; pour 51 % des sympathisants UMP, c'est un objectif « prioritaire » (cf. tableau 8).

TABLEAU 8

*La réduction des déficits publics et de la dette est-elle, selon vous...*

	Ensemble des Français	Sympathisants PS	Sympathisants UMP
Un objectif qu'il faut prioritairement régler, même si cela demande de gros efforts	31	25	<b>51</b>
Un objectif important, mais parmi d'autres problèmes	<b>49</b>	<b>57</b>	39
Un objectif dont on exagère l'importance	17	15	9

Source : Ipsos

Sur les modalités, le consensus est moins réjouissant pour la gauche : 78 % des Français estiment qu'il n'est pas question d'augmenter des impôts déjà excessifs – et c'est plus fort encore dans les milieux populaires. Dès lors, on comprend mieux que, interrogés sur les moyens de réduire les déficits, 80 % des Français se prononcent d'abord en faveur d'une réduction des dépenses publiques. On peut penser que la réponse serait différente s'il ne s'agissait pas des dépenses publiques *in abstracto*

Avant  
la (vraie) bataille :  
le nouveau paysage  
idéologique

mais de dépenses publiques clairement identifiées – l'école, la santé, la sécurité... Il n'en demeure pas moins que la gauche aura intérêt à montrer sa volonté de réduire les dépenses publiques inutiles – il y en a. Dans ce contexte, la gauche ne doit évidemment pas renoncer à la réforme de la fiscalité ni à l'augmentation de certaines dépenses publiques. Mais elle doit prendre garde à ne pas apparaître sous le seul visage du classique *tax and spend*...

### *La France et ses mots*

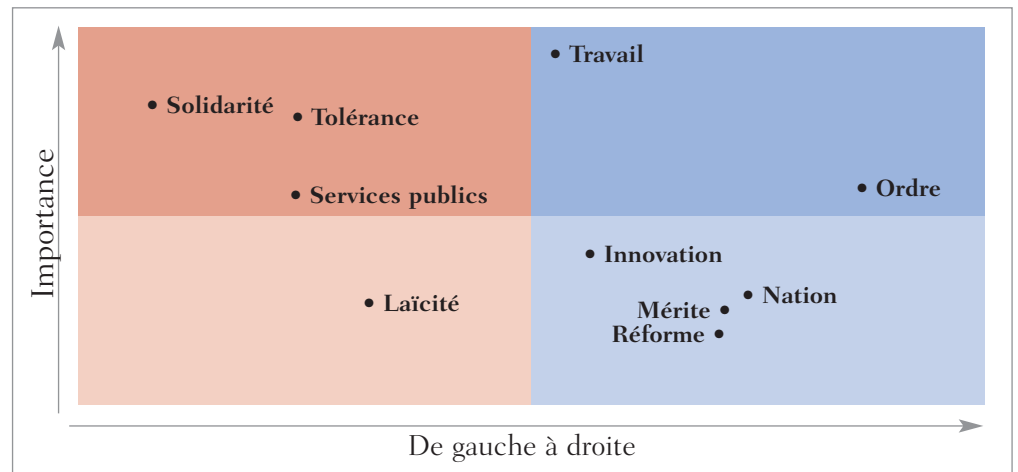
Les mots que l'on utilise doivent être précis et percutants mais aussi vivants. Or, bien souvent, on ne les choisit pas vraiment, ils s'imposent d'eux-mêmes, subrepticement, en vertu d'une culture politique dont on n'a plus guère conscience. Une nouvelle fois, le nouveau paysage idéologique doit faire réfléchir.

D'un côté, il y a des mots usés. Usés parce que, objectivement, ils ont trop servi : ainsi le mot « réforme » qui n'est jugé « très important » que par 29 % des Français – loin derrière tous les autres. Usés parce que, subjectivement, ils n'entrent plus dans la conscience collective : ainsi, les « classes populaires » ne suscitent-elles plus un sentiment d'appartenance que chez 16 % des Français contre 23 % en 2007. Mieux encore, seuls 21 % des employés et des ouvriers partagent ce sentiment – ils étaient encore 28 % en 2007. La classe sociale à laquelle de plus en plus de Français ont le sentiment d'appartenir ? La « classe moyenne inférieure » pour 51 % d'entre eux contre 42 % en 2007 (cf. tableau 4).

D'un autre côté, il y a des mots valorisés. Connotation positive, connotation négative, nous avons essayé d'aller au-delà de cette opposition. Nous avons voulu savoir quels étaient les mots de gauche et les mots de droite et quels étaient les mots importants et les mots moins importants (cf. mapping des marqueurs idéologiques). Premier enseignement : la plupart des mots sont politiquement neutres – « ni de gauche, ni de droite » ou « autant de gauche que de droite » – c'est vrai notamment du « travail ». Deuxième enseignement : il y a des mots vraiment ou plutôt attribués à la gauche – la « solidarité » et les « services publics », dans une moindre mesure la « tolérance » et la « laïcité ».

Avant  
la (vraie) bataille :  
le nouveau paysage  
idéologique

MAPPING  
**Marqueurs idéologiques**  
(Ensemble des Français)



Source : Ipsos

Troisième enseignement : il y a, à l'inverse, des mots attribués à la droite – « l'ordre » et, dans une moindre mesure, la « nation » et le « mérite ». Dernier enseignement, le plus intéressant : les mots qui sont jugés les plus importants sont nettement les mots de gauche. Après « travail » – idéologiquement neutre – le mot le plus important pour les Français est « solidarité » et le mot le plus rassembleur pour qualifier ce que serait un monde meilleur est « respect ».

Solidarité et respect, voilà presque un programme !